DÉTOURNEMENTS À LA GÉNÉRALE DES CONCESSIONS AGRICOLES

Benaïssa déterminé à saisir la justice

La commission ad hoc chargée de l'évaluation du programme de mise en valeur des terres par la concession est sur le point de finaliser son rapport. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, qui en a fait hier l'annonce, s'est déclaré déterminé à saisir la justice pour tout cas de corruption avérée.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le dossier de la Générale des concessions agricoles remonte à la surface. Ce scandale, qui a éclaté sous l'ère de Saïd Barkat, alors ministre de l'Agriculture et du Développement rural, connaît de nouveaux rebondissements. Sur le plan institutionnel, la commission ad hoc chargée de l'évaluation du programme de mise en valeur des terres par la concession est sur le point de finaliser son rapport. Présidée par le directeur de l'Organisation foncière et de la protection des patrimoines, cette commission est composée de plusieurs directeurs centraux du ministère de l'Agriculture et de membres de l'Inspection générale des finances.

«Cette commission a étudié dans le détail l'ensemble des dossiers des opérateurs ayant réalisé des périmètres agricoles. Ceux dont les dossiers qui ne sont entachés d'aucune irrégularité seront payés. Par contre, tous les dossiers suspects seront transmis systématiquement à la justice», a précisé, hier, Rachid Benaïssa lors d'une conférence de presse animée en marge de la réunion d'évaluation des cadres de son secteur. La déclaration du ministre de l'Agriculture est une réponse à la montée au créneau de «délégués d'associations d'agriculteurs de 20 wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux», bénéficiaires de périmètres de mise en valeur par la concession.

Ce collectif, qui a réagi, hier, à travers la presse, dénonce «la situation des plus alarmantes des milliers de fellahs en état de chômage indéterminé, du fait de l'attitude sournoisement hostile à notre égard de M. le ministre de l'Agriculture et de ses proches collaborateurs». Rachid Benaïssa estime que la sortie médiatique de ces individus est intimement liée à la finalisation du processus d'évaluation menée par la commission du ministère et de l'IGF. «Etant moi-même originaire du Sud, j'estime que ces accusations sont sans effet. Mais je suis fermement décidé à lutter activement contre la corruption, que ce soit au Sud, dans les Hauts-Plateaux, en montagne ou en bord de mer», a-t-il insisté. Sur un autre plan, le ministre a annoncé le maintien du programme de mise en valeur agricole par la concession. Il sera toujours piloté par la Générale des concessions agricoles. Cet organisme devrait toutefois changer de statut. «La GCA intervient en qualité de maître d'ouvrage délégué. Nous devrions aller vers un autre modèle afin qu'elle se transforme en entreprise de réalisation au même titre que l'Entreprise de génie rural».

T. H.

Photo : DR

Benaïssa engage une vaste opération de lutte contre la corruption.

DEVANT LE SIÈGE DE L'AWEM SKIKDA

Echec d'une tentative d'immolation

Une tentative d'immolation d'un diplômé chômeur, dans la matinée d'hier, devant le siège de l'AWEM (Agence de wilaya pour l'emploi), a été empêchée suite à l'intervention de policiers. Selon des sources concordantes, le jeune homme a voulu s'asperger avec un bidon d'essence. Heureusement, la vigilance a eu raison de la première tentative d'immolation à Skikda depuis que cet acte est devenu récurrent. Ce geste de désespoir est survenu suite à des échauffourées entre jeunes chômeurs postulant pour une place d'élingueur au sein de l'entreprise indienne Dodsal, sous-traitant pour le compte de KBR (USA) chargé des travaux du méga-train à GL1K, après l'affichage des postes par l'AWEM. Le nombre de postes à pourvoir est de 25, celui des postulants de 250 alors que la liste de présélection établie par l'AWEM ne portait seulement que sur 100 personnes.

Zaïd Zoheïr

BÉJAÏA

Des manifestants ferment la RN 9 et la RN 12 à Derguina et El-Kseur

Les habitants du village Amrij ont procédé à la fermeture de la RN9, hier dimanche, au niveau de Derguina, et ce, pour exprimer leur colère suite à la non-satisfaction de leurs doléances par les autorités de la wilaya, selon une source locale.

Par leur action, les protestataires entendent exiger des autorités le curage de l'oued Aguerioune qui menace par ses débordements en période hivernale leurs habitations et les terres agricoles longeant le lit de l'oued. «A chaque réclamation, c'est le même son de cloche. Les promesses des autorités pour une prise en charge de notre problème n'ont jamais été concrétisées», affirment des manifestants. Selon des villageois, la localité a été pourtant déclarée zone rouge par les autorités depuis 2003 mais aucune action n'a été engagée à ce jour pour mettre fin à leur calvaire. Il convient de signaler qu'un glissement de terrain, survenu le week-end dernier, avait entraîné la fermeture de cette importante voie de communication à la circulation, à hauteur de Taskriout.

De leur côté, les travailleurs de l'entreprise publique l'EPBTP de Béjaïa sont revenus à la charge, hier dimanche, en bloquant la RN12 reliant Béjaïa à Tizi-Ouzou, Bouira et Alger, au niveau de la localité d'El-Kseur. Ils réclament le paiement de leurs primes ainsi que 14 mois d'arriérés de salaire.

Pour rappel, les travailleurs de l'EPBTP ont fermé ce tronçon routier à la circulation mercredi et jeudi derniers.

A. K.

MÉDECINS RÉSIDENTS D'ALGER

Sit-in mardi devant le siège du ministère de l'Enseignement supérieur

L'Association des médecins résidents d'Alger (Amra) prévoit l'organisation ce mardi d'un sit-in devant le siège du ministère de l'Enseignement supérieu. Cette action de protestation est motivée, selon un communiqué transmis hier à notre rédaction, par le refus du doyen de la faculté d'Alger d'autoriser l'organisation d'une assemblée générale de l'Amra, dans l'amphithéâtre du CPMC, afin de débattre des décisions prises par la tutelle sans prendre en considération les préoccupations des médecins résidants ni encore celles des étudiants en médecine.

M. M.

PROTESTATION DES ÉTUDIANTS DE BOUMERDÈS :

«La licence LMD n'équivaut pas le diplôme d'ingénieur»

Les étudiants de la Faculté des sciences de l'ingénieur (FSI) de l'université M'hamed-Bougara de Boumerdès ont entamé hier une action de protestation.

Les étudiants ont, en effet, fait grève et boycotté les examens qui ont été reportés. Motif de cette colère : le décret présidentiel n°10/315 du 13 décembre 2010, rendu public la semaine écoulée. Les protestataires dénoncent le fait que, dans ce document officiel, le diplôme d'ingénieur (bac +5) n'ait pas été revalorisé dans la grille indiciaire (groupe A catégorie 13). Il est, désormais, aligné seulement sur la licence LMD (licence-master-doctorat) + post-graduation spécialisée ; par contre le master LMD (licence LMD+ 2 ans) qui était classé, selon le decret présidentiel n° 07/304 du 29 septembre 2007, au même titre que les deux diplômes précédemment cités, a été reclassé à la catégorie 14, groupe A. Pour les grévistes, le diplôme d'ingénier doit avoir la même valeur que le master LMD (bac+5) d'autant plus que pour l'obtention d'une licence LMD, l'étudiant n'accomplit que 3 années d'étude. « C'est une faveur accordée aux étudiants du système LMD, majoritaires actuellement au sein de l'université algérienne. Faveur qui tend tout simplement à les amadouer et les dissuader de rejoindre la protestation politique qui couve dans notre pays», estime Moussa, inscrit dans le système LMD dans cette université. A noter que les grévistes ont rajouté d'autres revendications qu'ils comptent remettre à la fin de leur sit-in, prévu pour aujourd'hui (ce lundi) au rectorat de l'université aux fins de transmission au gouvernement. Nous avons tenté de recueillir l'avis du doyen de cette faculté. Ce dernier nous a fait savoir par des agents de service qu'il était en réunion.

Abachi L.

TLEMCEN

Tentative de suicide devant la Wilaya

Le phénomène commence à prendre de l'ampleur et il y a de quoi tirer la sonnette d'alarme. Le suicide par immolation par le feu est devenu le seul moyen de se faire entendre à condition de survivre. Dans la matinée d'hier, un homme âgé de 45 ans a tenté de s'immoler par le feu devant le siège de la wilaya. Il fut sauvé d'une mort certaine après l'intervention rapide des passants et des agents de sécurité. Selon les premières informations en notre possession, il s'agit d'un cas social. Ce père de famille, originaire de Maghnia, est confronté à un problème de réintégration à son poste de travail. Désespéré, ne voyant aucune solution venir, il tentera de mettre fin à ses jours devant le siège de l'exécutif.

Le wali de Tlemcen a chargé des responsables de prendre en charge cette malheureuse personne et d'ouvrir une enquête. Rappelons qu'elle s'est déplacée de la ville de Maghnia jusqu'à Tlemcen pour commettre cet acte de désespoir.

M. Zenasni

BOUIRA

Des citoyens ferment le siège de l'APC de Taguedit

Plusieurs centaines de citoyens ont procédé, hier, à la fermeture du siège de l'APC de Taguedit pour dénoncer l'état de délabrement dans lequel se trouve ce chef-lieu communal, situé à plus de 80 km au sud de Bouira.

Selon les citoyens qui nous ont contactés par téléphone, le problème crucial auquel fait face la population de cette commune déshéritée reste incontestablement l'absence d'eau potable.

Selon nos interlocuteurs, parmi toutes les communes environnantes, Taguedit reste la seule à ne pas bénéficier de l'AEP à partir du barrage Tilesdit de Bechloul. Cet état est devenu insupportable puisque la population est non seulement privée de cette denrée vitale mais même le peu d'eau qui existe au niveau des forages est d'une odeur bizarre. En outre, les aménagements urbains sont pratiquement inexistants bien que l'APC fasse partie des 10 communes inscrites dans le programme des Hauts-Plateaux dont a bénéficié la wilaya. Ce chef-lieu de commune est impraticable à la moindre averse. Les protestataires dénoncent également le chômage endémique qui ronge les jeunes.

Hier, pendant toute la matinée, les centaines de citoyens qui ont procédé à la fermeture du siège de l'APC ont refusé de dialoguer avec le maire, exigeant la venue du chef de daïra. Ce dernier s'est déplacé à Taguedit peu avant midi et a engagé des discussions au siège de l'APC avec les représentants de la population.

Y. Y.